

# La commission électorale sous pression en RDC

Dans l'attente des résultats, l'Eglise et les observateurs internationaux craignent des manipulations

KINSHASA - *envoyé spécial*

**T**entative de coup d'Etat clérical. » Sur la Radio-Télévision nationale congolaise (RTNC), l'expression est lâchée. Depuis que les autorités congolaises ont suspendu Internet, les SMS et Radio France internationale, la chaîne publique est la principale source d'informations en République démocratique du Congo, où la proclamation des résultats partiels de l'élection présidentielle, initialement prévue dimanche 6 janvier, a été reportée sine die par la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

Le jour du vote, le 30 décembre 2018, l'Eglise catholique a déployé 40 000 observateurs (moins de la moitié, selon la CENI) avec le soutien financier de l'Union européenne. Quatre jours plus tard, elle brise le silence pour tenter de perturber les plans des stratèges du président sortant, Joseph Kabila, certains de la victoire de son dauphin, Emmanuel Ramazani Shadary, face aux opposants Martin Fayulu et Felix Tshisekedi. L'abbé Donatien Nsholé, secrétaire général de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco), a annoncé, le 3 janvier, être en mesure de dire qui l'a emporté grâce à une transmission des observations par téléphone satellite.

## Discréditer les évêques

Depuis, le pouvoir congolais ne s'use plus dans des passes d'armes avec l'opposition. Pour le régime de Kinshasa, il s'agit de discréditer les évêques pour les empêcher de semer le doute dans la tête des 40 millions d'électeurs qui ont voté avec plus de deux ans de retard, après la fin officielle du mandat de M. Kabila, fin 2016. Alors la CENI, tout comme la majorité présidentielle, accuse l'Eglise catholique congolaise d'avoir « violé la

Constitution ». Les évêques se retrouvent accusés de fourbir une sédition populaire.

« Ce qui pourrait porter le peuple congolais au soulèvement serait de publier des résultats (...) qui ne soient pas conformes à la vérité des urnes », rétorque M<sup>re</sup> Marcel Utembi, président de la Cenco, dans une lettre à la CENI, le 5 janvier. JT de 20 heures, samedi sur la RTNC : « La Cenco a tenté de circonvenir un électoral congolais pour lequel elle n'a que mépris. » Dans quel but ? « Paver la voie à des groupes d'influence hors d'Afrique qui n'ont jamais fait le deuil de la rupture du cordon ombilical entre eux et cette énorme réserve de matières premières qu'est la RDC, et qui ne rêvent que de réimposer à la présidence à Kinshasa l'un de leurs laquais », indique un journaliste dont la voix accompagne des images d'évêques présentés comme des intrigants, voire des agents secrets au service d'intérêts étrangers.

Incontournable, l'Eglise congolaise perpétue une tradition d'intervention dans le champ politique. Orchestrée par la Cenco,

elle est l'une des rares institutions pleinement opérationnelles dans le pays et n'a jamais hésité à défier les régimes. Elle a ainsi joué un rôle de premier plan dans la longue lutte pour la démocratisation du Zaïre de Mobutu Sese Seko, qui tendait à considérer les prélats qu'il ne contrôlait pas comme des « agents subversifs ».

Depuis deux ans, Joseph Kabila sait qu'il a plus à craindre de cette Cenco que de l'opposition qu'il a facilement divisée. Il a signé un accord avec le Vatican, avant d'inviter le nonce apostolique à quitter le pays en début d'année. Comme pour neutraliser la Cenco, il a chargé les évêques de faciliter le dialogue entre le pouvoir et l'opposition pour sortir de la crise aggravée par son maintien au pouvoir. Un accord avait été arraché le 31 décembre 2016, prévoyant un partage du pouvoir et la tenue d'élections fin 2017. En vain.

## De la médiation à la contestation

La Cenco s'est sentie humiliée, instrumentalisée par Joseph Kabila. Elle est passée de la médiation à la contestation, en réactivant indirectement le Comité laïc de coordination (CLC), constitué en 1992 pour défier Mobutu. Face à Joseph Kabila, la structure a mobilisé la foule à Kinshasa pour marcher pacifiquement, un an après la signature de l'accord. Ces manifestations ont été brutalement réprimées par les forces de sécurité.

Le 31 décembre 2017, l'influent cardinal Monsengwo, alors archevêque de Kinshasa, avait déclaré : « Il est temps que la vérité l'emporte sur le mensonge systémique,

**Incontournable,  
l'Eglise  
congolaise  
perpétue  
une tradition  
d'intervention  
dans le champ  
politique**

*que les médiocres dégagent.* » Une expression toujours en vogue dans les faubourgs de Kinshasa, où l'austère Monsengwo est devenu « cool » pour une partie de la jeunesse, orpheline de son chef de file, l'opposant Etienne Tshisekedi, mort début 2017 à Bruxelles.

L'Eglise n'a depuis cessé d'exercer son influence face à Joseph Kabila et pour bloquer un dessein supposé de la CENI de reporter les élections. « *Nous ne sommes pas au Vatican, ici. Nous sommes au Congo et il y a une loi* », a déclaré le ministre de l'information, Lambert Mende, au site Politico.cd.

Mais l'Eglise n'est pas la seule à peser sur la CENI. Corneille Nangaa, le président de la Commission électorale, a déclaré « *craindre pour sa vie* » lors d'une réunion avec les trois principaux candidats. Il subit d'intenses pressions tant du pouvoir que de l'opposition, mais aussi des observateurs des organisations régionales et des puissances occidentales. « *Nous savons qui a gagné et nous ne nous tairons pas* », confie un responsable d'une de ces missions d'observation. Samedi, la coalition soutenant l'opposant Martin Fayulu a également « *mis en garde la CENI contre toute tentative de modifier les résultats* ».

A New York, le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni à huis clos, le 4 janvier, pour parler de la situation congolaise. La France et les Etats-Unis ont renouvelé leur souhait de voir la CENI proclamer des résultats conformes au choix des Congolais dans les urnes et dénoncé la suspension des télécommunications. L'Afrique du Sud, comme la Chine et la Russie, ont salué la tenue de ces élections et se sont opposées à la publication d'une déclaration, proposée par la France, avant la proclamation officielle des résultats par la CENI, arguant du respect de la souveraineté de la RDC. ■

JOAN TILLOUINE